

CTM

8 octobre 2013

finances Solidaires

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires

I.D.D.
Solidaires

 = école + HOPITAL + TRAVAUX + ... Bercy beaucoup !

« Fier d'être à Bercy, mais pas les moyens d'accéder à vos demandes »

Le Comité Technique Ministériel (CTM) du 8 octobre 2013 s'est tenu en présence de MM MOSCOVICI, CAZENEUVE et HAMON, respectivement Ministre de l'Économie, Ministre délégué au Budget et Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la consommation. Ce CTM avait été précédé le lundi 07/10 par la diffusion de la lettre unitaire des fédérations CGT – SOLIDAIRES Finances – FO –CFDT – UNSA/CFTC adressée au Ministre et, le mardi matin, d'un rassemblement interfédéral devant Bercy juste avant la tenue du CTM.



Après les déclarations préalables des fédérations du Ministère (voir notre déclaration liminaire), les Ministres ont répondu sur plusieurs points.

Budget : rigueur assumée !

Pour le ministre ce n'est pas un budget d'austérité ! Pour nous si !

Rappelant sur les orientations et les choix budgétaires du gouvernement, Pierre Moscovici a justifié la volonté de baisser les déficits publics au nom de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi. « Les perspectives de croissance sont certes limitées (+0,1% pour 2013 et de +0,9% pour 2014) mais elles sont réalistes ! » a-t-il affirmé, assumant le choix selon lequel l'effort serait porté en 2014 essentiellement sur la dépense (baisse de 15 mds d'euros dont 9 mds sur les dépenses de l'Etat). Pour Bercy, cela justifie une baisse des crédits de fonctionnement, de nouvelles suppressions d'emplois et une « légère » baisse des dépenses de personnel.

Cependant, tout en confirmant la nouvelle saignée et les nouvelles suppressions d'emplois, il n'a pas été avare de compliments en se « déclarant fier d'être à Bercy ». et que « ce ministère ne serait rien sans l'implication des agents, leur professionnalisme et même plus leur excellence ! Pour autant il confirme les nouvelles suppressions d'emplois

8 octobre 2013



- 1988 à la DGFIP
- 364 à la Douane
- + 15 à la DGCCRF
- 178 en Administration centrale
- 90 à l'INSEE

Réfutant toute idée de « coupes » et de « rabot », voire « d'austérité », invoquant des « choix différenciés » « pour faire des économies », il a énuméré les mesures jugées par lui positives :

- le budget « Action sociale et Santé et sécurité au travail » est maintenu, même si les crédits baissent globalement ;
- la DGCCRF bénéficiera de 15 créations d'emplois ;
- des dépenses d'investissement sont prévues à la douane et à la DGFIP les grands projets informatiques sont soutenus (plan informatique).

Il a encore cité la dématérialisation et la simplification, deux axes majeurs de la modernisation de l'action publique (MAP) auxquels le gouvernement a accordé des moyens de mise en œuvre dès la PLF 2014.

Missions sacrifiées, agents maltraités, service public ignoré !

Le Ministre a aussi vanté les différents processus (Démarche, Plan, Projet) « stratégiques ». Il a évoqué l'urgence du chantier « transversalité » à négocier qui permettrait « d'organiser une véritable solidarité entre directions » au sein de Bercy. Transversalité qui pourrait se traduire par une mobilité inter directionnelle au sein de Bercy et par un renforcement de la coopération et de la mutualisation (par exemple en matière de lutte contre la fraude entre DGFIP – DGDDI et TRACFIN d'une part et entre DGDDI et DGCCRF d'autre part). Le nouveau secrétaire général des ministères économique et financier s'est vu confié la responsabilité de cette « négociation », dans le cadre d'un agenda social qui portera par ailleurs sur la MAP, les mesures catégorielles et la prévention des risques psychosociaux (RPS).

S'agissant des rémunérations, Pierre Moscovici a déclaré qu'il n'avait « pas de marges de manœuvre considérable sur ce point » du fait du « caractère contraignant du Budget », tout en mettant en exergue la volonté du gouvernement de réduire les inégalités salariales. Il s'est donc appuyé sur la nouvelle carrière C définie au niveau Fonction publique, la titularisation de certains non titulaires (application de la loi Sauvadet de mars 2010) pour affirmer que la stabilisation des taux de promotions internes à la carrière C (dans le cadre des tableaux d'avancement) étaient des mesures qui allaient en ce sens...

Quant aux conditions de travail, le Ministre a rappelé qu'il veillait à ce qu'elles soient intégrées dans les plans et démarches stratégiques des directions et que les CHS-CT devaient trouver une bonne articulation avec les Comités techniques.

Le Ministre a aussi apporté des précisions sur les points suivants :

- INSEE : maintien du réseau régional, projet immobilier définitif à Metz afin d'accueillir 350 agents en 3 ans, annonce de sa visite prochaine à Metz ;
- Douanes : le futur Plan stratégique confortera les missions de la DGDDI ;
- DGFIP : maintien du réseau, à quelques ajustements près (traduire : « suppressions de résidences »), en arguant que « le réseau est un atout et non une charge » ;
- Immeuble amianté du Tripode à Nantes : annonce d'un courrier conjoint des ministres de l'Économie et délégué au Budget afin de saisir le 1er Ministre (ex maire de la ville de Nantes) afin qu'il y ait rapidement reconnaissance officielle de site amianté ce qui permettrait une prise en charge totale des victimes.

Solidaires
SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires

I.D.D.
Solidaires



Répondant aux interrogations à propos de l'impact de la problématique Tasca sur le budget de la MGEFI (donc sur les cotisations des agents à la mutuelle), Pierre Moscovici a annoncé qu'une discussion technique se tiendra dans les prochaines semaines.

Enfin, en réponse à l'intervention de Solidaires Finances au sujet du pouvoir croissant des préfets dans les régions, le Ministre a déclaré qu'un « équilibre devait être trouvé pour les services de Bercy placés localement sous l'autorité des préfets ».

Au sujet des difficultés vécues localement par les militants syndicaux, il a rappelé les principes selon lesquels : « il y a une obligation à ce que les militants puissent exercer leurs missions dans de bonnes conditions » et qu'il « suivrait cela de près » et qu'il veillerait « à un dialogue social régulier ».

Point sur la DGCCRF

Dans son intervention, Benoît Hamon a rappelé que le budget 2014 a « des finalités politiques et contribue à la création de 8500 postes à l'Education nationale ». Victime pour lui d'une « double lame, la RGPP et la Réate », la désorganisation de la DGCCRF qui en découle se double d'une perte d'identité en termes de sens des missions et de l'exercice des métiers.

Il a officialisé la mise en place d'une mission conduite par la directrice générale et le secrétaire général de Bercy qui rendra ses propositions sur l'organisation territoriale d'ici mi-novembre.

Bernard Cazeneuve est revenu pour sa part sur la question de la lutte contre la fraude fiscale et que le Ministère était déterminé à atteindre les objectifs en termes de hausse du « rendement » du contrôle fiscal et des sommes collectées suite à contrôle ou à régularisation dans le cadre de la circulaire de juin dernier présentée comme plus transparente que la cellule de régularisation mise en place en 2009.

Des Ministres sans ambition pour leurs propres services

Entre la campagne présidentielle et l'actualité récente, nous avons dénoncé l'absence d'adaptation et de changement en matière de priorité : les scandales et les heures difficiles que Bercy a connu en début d'année (affaire de la viande de cheval, affaire Cahuzac) et en cette période de fin d'année, marquée par une campagne d'accueil du public très chargée et tendue dans les services de la DGFIP, le gouvernement aurait dû déclarer que Bercy était « prioritaire » au sens où le ministère devrait être renforcé et non affaibli. Nous avons fait remarquer que la dépense publique investie dans les services publics était favorable à la création de richesses et au budget de l'Etat.

Nous sommes revenus sur le très mauvais signal envoyé aux entreprises en matière de contrôle du crédit impôt compétitivité emploi (CICE) et crédit impôt recherche (CIR) : il faut d'une part avoir conscience de la fraude importante qui se développe sur le CIR et qui peut se développer sur le CICE et d'autre part être conscient que compte tenu du message politique qui a été envoyé, certains vérificateurs risquent d'être mal accueillis en cas de contrôle fiscal. En la matière, il y a nécessité de préserver et de renforcer les technicités des différentes administrations de Bercy tout en développant des échanges qui permettent à chaque service de bénéficier d'informations, d'expertise, de mutualisation...

Solidaires Finances est également revenu avec force sur :

- les conditions de travail. Notre demande de mesures positives, concrètes et durables demeure plus que jamais d'actualité dans le cadre d'un véritable « plan d'amélioration des conditions de vie au travail des agents ».





Nous avons également rappelé que les instances, comme le CHS-CT devaient être pleinement respectées, notamment au plan local. La question de la charge de travail est cruciale : l'allègement de la charge de travail n'est pas toujours maîtrisable (l'accueil par exemple), ce qui légitime notre demande de renforcer les moyens humains du ministère.

- les rémunérations. Au-delà des mesures déjà envisagées (pour l'accueil à la DGFIP par exemple, pour lequel des discussions sont ouvertes), il faut une mesure de portée générale comme la revalorisation de l'indemnité mensuelle de technicité (IMT).

Des ministres enmurés dans leurs certitudes

A l'évidence, un constat s'impose à l'issue de ce CTM, les ministres n'étaient pas venus pour entendre les représentants du personnels qui unanimement dans leurs interventions ont dénoncé les conséquences des choix opérés sur les agents, les services, les missions, le service public. Certainement plus pressé, pour M. MOSCOVICI de rejoindre le Comité Exécutif de la Fédération Bancaire Française où il était attendu pour déjeuner (voire y dédicacer son livre) que de répondre aux questions posées. Triste illustration du dialogue social dans une période où pourtant il est essentiel !



Austérité généralisée à Bercy !

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFTD, UNSA-CFTC ont rencontré les ministres de « Bercy », Messieurs Moscovici, Cazeneuve et Hamon, à l'occasion de la présentation du Projet de Loi de Finances 2014 dans le cadre du Comité Technique Ministériel du 8 octobre 2013.

Elles ont toutes dénoncé un budget :

Néfaste pour les missions économiques et financières :

- protection du consommateur : « l'affaire viande de cheval » démontre que le besoin de contrôle est important,
- lutte contre la fraude fiscale : « affaires Cahuzac, Bettencourt... » démontrent l'ampleur de la fraude fiscale organisée,
- régulation des échanges, et contrôle économique, à l'heure où la circulation d'argent en liquide non déclaré semble augmenter : « affaire Boillon »,
- gestion des comptes de l'Etat et des collectivités locales alors que celles-ci expriment souvent le besoin d'un service public de proximité.

Catastrophique pour les agents de ces ministères qui vont subir les conséquences des 2564 suppressions d'emplois, engendrant une augmentation de la souffrance au travail. Ce budget **ne répond absolument pas aux exigences sociales** mais représente un vrai recul du service public partout sur le territoire.

Monsieur Moscovici a refusé de reconnaître que le gouvernement mène une politique d'austérité et assume avec le gouvernement son obsession de réduction de la dépense publique par tous les moyens, faisant fi des conséquences sociales.

Ce faisant, il prend une lourde responsabilité. Dans un contexte de crise économique, la révolte sociale peut rapidement se transformer en menace contre le pacte républicain et social.

Paris, le 9 octobre 2013.

